

COMMUNIQUÉ-ULTIMATUM DES ENSEIGNANT-E-S DU LYCÉE VICTOR ET HÉLÈNE BASCH adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Élèves à la rue, STOP !

Nous, enseignant.e.s du lycée Victor et Hélène BASCH de Rennes, avons appris juste avant les vacances de la Toussaint que **l'un de nos élèves et sa famille avaient subi une procédure d'expulsion de leur hébergement en hôtel**. Cet élève, scolarisé depuis deux ans au lycée, vivant avec sa mère et son frère mineur (scolarisé au lycée Charles TILLON), est sans solution de logement depuis le mardi 19 octobre et doit désormais faire face à des conditions matérielles d'existence extrêmement précaires qui nuisent à sa sécurité, son bien-être et ses chances de réussite scolaire.

Depuis le 19 octobre, **nous avons multiplié les initiatives visant à obtenir un logement pour cette famille** : deux visites collectives au rectorat, une démarche proposée par le rectorat de s'adresser au CDAS du Bloune, une démarche proposée par le rectorat de s'adresser à l'Inspection académique (abritant le service social des élèves), appels au 115 (numéro d'urgence pour les personnes à la rue), sollicitation de la mairie de Rennes, motion présentée au Conseil d'administration de notre lycée, prise de contact avec des associations spécialisées dans le mal-logement...

Nous avons beaucoup fait mais rien n'a fonctionné. **Notre élève et sa famille sont toujours sans solution stable**. Certes, les internats du lycée Charles Tillon et du lycée VHB ont hébergé leurs deux élèves mais aucune solution n'a été trouvée pour la mère ; et les internats sont fermés le week-end ainsi que pendant les vacances scolaires.

Face à l'attitude des pouvoirs publics, nous, membres de la communauté éducative du lycée Victor et Hélène BASCH, avons donc décidé d'adresser un ultimatum à la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Si, le vendredi 3 décembre à 18 heures, notre élève – ainsi que son frère et sa mère – se retrouvent une nouvelle fois sans solution d'hébergement stable, alors nous ne sortirons pas du lycée et nous l'utiliserons comme lieu de mise à l'abri de la famille. Nous insistons sur le fait que cette action ne visera pas la direction de notre lycée mais la préfecture, responsable institutionnelle de la situation de notre élève et de sa famille.

Cet ultimatum sera diffusé publiquement, notamment aux médias et à nos organisations syndicales ainsi qu'au Rectorat et à l'Inspection Académique.

Et nous invitons l'ensemble des établissements confrontés, comme nous, au problème des élèves à la rue à nous soutenir et à nous rejoindre dans l'action.

*Des enseignant-e-s du lycée VHB,
réuni-e-s en assemblée générale le lundi 15 novembre 2021*